

<http://divergences.be/spip.php?article901>



Patrick Mignard

La marchandise à l'épreuve du pétrole

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°13. Mai/may/ 2008 - International - Economy/Economie -

Date de mise en ligne : mardi 13 mai 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le débat, si tant est que l'on puisse appeler cela un débat, sur les agrocarburants illustre de manière lumineuse comment les gestionnaires du système marchand entendent « résoudre » les problèmes posés par celui-ci.

Nous avons là un extraordinaire exemple de « faux problème » comme seul un système dominant est capable d'en produire pour assurer sa pérennité.

Comment est posé le problème ?

Les réserves de pétrole baissent inexorablement et la consommation a tendance à augmenter non moins inexorablement (développement marchand des pays émergents, croissance de la construction automobile, de l'aéronautique...). Il ne faut pas avoir fait de longues études en économie pour se douter que les prix vont flamber, si j'ose dire à propos de pétrole.

La question est alors très simple : où trouver un carburant de substitution, en même quantité et moins cher ? La réponse est apparemment évidente : les agrocarburants. C'est-à-dire un carburant issu de la culture de plantes.

Cette « solution » apparaît comme satisfaisante à tous les niveaux :

- ils se substituent au pétrole ;
- ils sont reproductibles indéfiniment, contrairement au pétrole ;
- ils polluent moins, ce qui est vrai pour certains.

Où est donc le problème ?

C'est que, vu la quantité nécessaire, on ne sait pas trop où « planter » pour obtenir ces agrocarburants. En France, en Allemagne ? On n'a pas assez de place.

En revanche, dans les « pays pauvres » avides de devises, il y a des espaces ruraux « exploitables ».

Mais là, nouveau problème : ces pays, ou du moins leurs classes dirigeantes, sont prêts à sacrifier les meilleures terres pour la production des agrocarburants, aggravant ainsi les problèmes locaux d'approvisionnement alimentaire. Ces pays, qui le sont déjà, deviennent d'autant plus importateurs de biens alimentaires qu'ils sont économiquement incapables de produire eux-mêmes, pour des raisons de marchés trustés par les pays riches, accroissant ainsi dépendance et famines.

On en est actuellement là, sans savoir comment démêler ce sac de nœuds.

Comment il ne se pose pas

Les gestionnaires du système, contrairement aux apparences, ne font pas « n'importe quoi »... Au contraire, leurs choix, leurs décisions, leurs actions sont en parfaite conformité avec la logique du système dont ils essaient de convaincre la multitude, nous, que c'est la seule rationalité qui vaille.

La question, la seule question qu'ils ne veulent pas se poser est pourtant très simple : pourquoi ne pas revoir l'utilisation de l'énergie et, en particulier, du pétrole qui en est en grande partie la base ?

La question est pertinente, mais elle est dangereuse.

Pourquoi ? Mais parce qu'elle remet en question l'ensemble du système : l'utilisation de l'énergie, comme de la technique d'ailleurs, dans un système n'est pas neutre, elle structure socialement le groupe. En retour, elle est soumise à ses lois de production et de répartition de celle-ci : que produire ? pour qui ? comment ? Ces questions, apparemment techniques mais en fait éminemment politiques, sont implicites à tout système et ne peuvent faire l'objet d'aucune contestation au risque de remettre en question son sens.

Ainsi, dans le système marchand :

- on produit ce qui est rentable
- pour ceux qui sont solvables
- dans les conditions de rentabilité maximale.

Toute activité économique et sociale est soumise à ces conditions. Ainsi, repenser la problématique de l'utilisation de l'énergie en dehors de ces conditions, c'est déstabiliser entièrement l'organisation sociale, remettre en question l'ensemble du système. C'est définir une rationalité autre que la rationalité marchande. Les gestionnaires du système marchand ne peuvent pas courir un tel risque.

Et la solution dans tout ça ?

Le pétrole n'est que, parmi tant d'autres, un révélateur des contradictions qui fondent et minent le rapport marchand et plus généralement le système marchand dans son ensemble.

Dans le cadre de la rationalité du système marchand, il n'y a bien évidemment aucune solution. La seule chose que peuvent faire les gestionnaires du système, c'est « bricoler » les solutions bâtarde, comme ils savent en trouver pour le chômage (déréglementation du « marché du travail »), l'environnement (développement durable), etc.

Cependant, ils ne sont pas seuls à refuser de poser le vrai problème. Une grande partie de la population des pays développés hésite elle aussi à regarder objectivement les faits. Pourquoi ? Parce que cela remet en question son mode de vie, sa manière de se déplacer, de s'alimenter, de se chauffer, bref, de vivre... Et le système politique est fait de telle sorte que la population rejette sur ses représentants la responsabilité de « trouver une solution » pour ne pas remettre en question son confort de vie, fournissant par là même un bon prétexte aux dirigeants pour... ne rien changer.

Nier la réalité des faits est une manière commode de se convaincre qu'ils n'existent pas. C'est une attitude de toutes les époques, mais c'est une attitude qui a ses limites... constituées par le développement insupportable des contradictions qui fondent le système. Or aujourd'hui nous approchons de ce point critique.

In cauda venenum....

La spéculation, qui est le fondement même du système marchand, à tous les niveaux (financiers, matières premières, denrées alimentaires...) fait des ravages, les prix flambent, la famine s'étend, les inégalités s'accroissent, l'exclusion se généralise, l'air devient, au sens propre comme au sens figuré, irrespirable...

L'obstination et la vision à court terme des gestionnaires du système, la myopie et l'inconscience des populations nanties, du moins jusqu'à aujourd'hui, ouvrent la porte au désastre final qui peu à peu s'installe.

S'en remettre par le processus électoral, dont on a vu l'efficacité, aux programmes et décisions des bouffons politiques, c'est se mettre d'abord la « tête dans le sable », puis finalement « la tête sur le billot », c'est refuser de voir les faits, c'est faire confiance en des individus qui n'ont aucunement l'intention de changer la situation dont ils profitent, eux et leurs complices.

Le discours trompeur sur la prétendue « démocratie » stérilise toute velléité de changement... et le plus grand nombre attend patiemment que le changement vienne des urnes. « L'eau monte et on regarde la télé en espérant qu'elle annoncera qu'elle baisse. »

Le désastre qui s'annonce ne sera pas enrayé par le simple attentisme qui caractérise l'attitude du plus grand nombre et qui au nom de : « Il y a des responsables pour prendre les décisions qui s'imposent », ne fait rien.

L'acte individuel : prendre son vélo, trier les déchets, éteindre les lumières, si « ça ne peut pas faire de mal » et qu'« il vaut mieux ça que rien », ne donne évidemment pas la solution. Ces attitudes, qui nous déculpabilisent individuellement à bon compte aussi bien que les pseudo-écologistes qui sont au pouvoir, permettent d'éviter la vraie question qui est celle des conditions de la production des richesses et des critères de leur répartition. La décision individuelle, et forcément limitée, permet de faire l'impasse, jusqu'à présent, à la satisfaction de tous, sur ce qui fait l'Histoire, l'engagement collectif.

Patrick Mignard